

Affaire Kpétsou

CE QUE DISENT LES CONCLUSIONS DU RAPPORT

Page 4

Région des Grands Lacs

FAURE GNASSINGBÉ, VISAGE D'UNE MÉDIATION AFRICAINE RENFORCÉE

Page 3



N° 925 du 07 août 2025 Prix 250 F cfa

LE MESSENGER

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicité

OTR

Cette année, pour éviter les pénalités, j'ai décidé de payer ma TVM avant le

1^{er} AVRIL 2025

Ensemble, contribuons à l'entretien de notre réseau routier.

8201 POUR TOUTES INFORMATIONS

Togo-Municipales 2025

LA COUR SUPRÊME CLÔT LE PROCESSUS UNIR CONFIRME SA SUPRÊMATIE

Page 4



Le saviez vous ?

NOUS VOUS PRÊTONS

quand vous avez tout investi dans le stock.

Jusqu'à **80%** de la valeur du stock

Durée jusqu'à 1 an renouvelable



BANK OF AFRICA
BMCE GROUP

www.bootogo.com

Editorial

Editorial du GCE Cyr ADOMAYAKPOR INJURES & INVECTIVES COMME SEULES IDÉES ET ARGUMENTS POLITIQUES ?

L'injure serait-elle le signe, le mur extérieur contre la vacuité de pensée ; contre l'inconsistance ou l'anéantissement total de l'intelligence

C'est un inacceptable torrent de boue, de haine ; un insupportable déluge d'insultes qui se déverse sur le paysage politique, ou plus précisément sur certaines personnalités politiques intentionnellement « choisies » de la majorité parlementaire ou qui conque y affichant son appartenance politique. Il faut s'élever de toute sa force d'indignation contre cela ! Cela, assurément, amuse certains ; cela emplit leur viduité d'esprit, comble peut-être des ennuis, des frustrations mais cela, -on doit le savoir- détruit quelque chose d'extrêmement précieux dans la fraternité républicaine : le respect de l'autre. Indissociable de celui de la vie privée, il appartient à chacun en propre, en surface et en profondeur.

Je vais le résumer brutalement : je me fiche de qui couche avec qui. Ce qui se passe entre quatre murs ailleurs ne me regarde absolument pas ! Après tout, on a qu'une vie et chacun est libre de l'agencer, de l'organiser, de la mener comme il l'entend, dans le respect des règles qui régissent notre pays.

Que l'on critique démocratiquement telle ou telle décision politique, tel ou tel comportement politique, personne ne peut en disconvenir. Mais se livrer à des dénigrements systématiques des personnes, se livrer à des moqueries sur leurs difformités de corps ; les livrer à un lynchage public sur la base de calomnies, de mensonges, de rumeurs ; en établir des procès d'intention, des procès en sorcellerie me paraît extrêmement dangereux, grave et choquant. Et cela doit être dénoncé et condamné de la façon la plus vigoureuse.

S'il y a une objection, une protestation sensible que chacun de nous porte en lui-même, c'est bien celle encore plus insupportable qui touche à l'idée effroyable qu'on s'en prenne à ses enfants, à sa famille, à sa religion, à ses origines ethniques, et à ses orientations, ses goûts, bref, à sa vie sexuelle.

Nous ne pouvons tout simplement pas accepter cela. La République et ses institutions ne sauraient tolérer ces pratiques, ces méthodes, ces façons diligentées par des intentions les plus délibérément malveillantes contre l'honneur, la dignité, le respect de la vie privée de tout citoyen, celui quel qu'il soit au sein de la République, juste pour NUIRE, SALIR, DÉMOLIR.

Nous devons avoir la capacité, je dirai même le devoir moral de résister et de nous opposer à l'injure comme idée, comme argument politique. Ne nous laissons pas distraire. Ne laissons pas détourner notre précieuse attention du précieux objectif commun qui est le nôtre : le bien-être national, c'est-à-dire des meilleures conditions de vie de nos populations. Donc ! Soutien total et indéfectible à l'action capitale et d'inspiration HUMANISTE que mène le Président Faure à cette seule et unique fin.



Diplomatie parlementaire

LE TOGO RENFORCE SES LIENS AVEC LA PROVINCE CHINOISE DU SHANDONG

Les relations entre la République togolaise et la République populaire de Chine franchissent une nouvelle étape. Une délégation de haut niveau de l'Assemblée populaire de la province chinoise du Shandong, conduite par son vice-président, M. Fan Huaping, a été reçue ce lundi par le Président de l'Assemblée nationale togolaise, Kodjo Sevon-Tépé Adédzè. La rencontre, tenue au siège du Parlement togolais, s'inscrit dans un élan de diplomatie parlementaire active visant à renforcer les échanges entre les deux institutions législatives. Au cœur des discussions : le bilan de la coopération sino-togolaise depuis le dernier Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC 2024), mais également la volonté partagée de développer de nouvelles synergies dans les domaines législatif et institutionnel.

Coopération multisectorielle et inspiration mutuelle

La délégation chinoise a mis en lumière les avancées enregistrées dans les secteurs de l'énergie, de la santé, de l'agriculture et de l'économie, tout en soulignant l'importance d'un partenariat parlementaire dynamique pour soutenir les politiques publiques. Le Togo, pour sa part, a exprimé sa volonté de s'inspirer du modèle de gestion parlementaire du Shandong, notamment en matière de réforme administrative, afin de mieux accompagner les élus dans l'exercice de leurs missions de législation et de contrôle.



Ce rapprochement s'inscrit dans une logique de continuité diplomatique, illustrant la volonté de Leurs Excellences Xi Jinping et Faure Essozimna Gnassingbé de maintenir des relations bilatérales fortes et structurées entre les deux États.

Un partenariat tourné vers l'avenir

La province du Shandong, située à plus de 500 kilomètres de Pékin, est l'un des moteurs économiques majeurs de la Chine. Elle se distingue par une économie diversifiée, mêlant industrie lourde, agriculture de pointe et exploitation maritime. Son PIB a dépassé 1 400 milliards de dol-

lars en 2023, faisant d'elle l'une des trois provinces les plus prospères du pays, aux côtés du Guangdong et du Jiangsu.

En approfondissant sa coopération avec cette région stratégique, le Togo cherche à dynamiser ses échanges économiques, technologiques et culturels avec la Chine, tout en consolidant une collaboration parlementaire porteuse d'innovation et de progrès.

Cette mission de haut niveau marque ainsi un jalon important dans l'agenda diplomatique et parlementaire du Togo, avec des perspectives prometteuses pour les deux peuples.

Forum Afrique-Caraïbes 2025

KOVI ADANBOUNOU, VISAGE TOGOLAIS D'UNE COOPÉRATION TRANSATLANTIQUE AMBITIEUSE

Depuis sa mise en place en 2022 par la Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank), le Forum Afrique-Caraïbes sur l'Investissement et le Commerce International (ACTIF) s'est imposé comme un outil de rapprochement stratégique entre les deux rives de l'Atlantique Sud. Plus qu'un simple cadre de rencontre, ce forum vise à bâtir un corridor économique afro-caribéen structuré, axé sur l'intégration des marchés, le développement des infrastructures et la stimulation des investissements.

C'est dans cette dynamique que l'honorable Député-Maire Kovi Akoété Adanbounou a pris part à l'édition 2025 du forum ACTIF, aux côtés de partenaires comme Barbados



Invest. Sa présence à cet événement de haut niveau traduit une volonté claire du Togo : ancrer ses territoires dans les grandes dynamiques économiques Sud-Sud, en particulier avec les Caraïbes.

Pour le député-maire Adanbounou, cette tribune est bien plus qu'un moment proto-

laire. C'est une opportunité stratégique de nouer des alliances concrètes en matière de développement local, de partenariats public-privé et d'attractivité économique. Il porte ainsi une vision : celle d'un Togo dont les collectivités ter-

Suite à la page 3

Région des Grands Lacs

FAURE GNASSINGBÉ, VISAGE D'UNE MÉDIATION AFRICAINE RENFORCÉE

Depuis le 12 avril 2025, date à laquelle l'Union africaine lui a officiellement confié la délicate mission de médiation dans la crise qui secoue l'Est de la République Démocratique du Congo, le Président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé ne ménage aucun effort pour faire avancer la paix dans la région des Grands Lacs.

Lundi 04 août à Lomé, dans le cadre de cette médiation africaine désormais placée sous sa houlette, il a reçu en audience Monsieur Huang Xia, Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la région des Grands Lacs. Une rencontre stratégique, qui intervient dans le sillage de la réunion conjointe tenue trois jours plus tôt, le 1er août, à Nairobi, entre la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) et la Communauté de Développe-



ment de l'Afrique Australe (SADC), entièrement consacrée à la situation sécuritaire et humanitaire dans l'Est de la RDC.

Face à Faure Gnassingbé, Huang Xia n'a pas dissimulé l'importance capitale que revêt cette médiation continentale, incarnée par le chef

d'État togolais. « Je suis venu écouter le Président du Conseil, surtout après la réunion des deux communautés EAC-SADC. Nous sommes unanimes pour insister sur le rôle central de l'Union africaine, grâce à cette médiation confiée au Président Faure Essozimna Gnassingbé », a-t-il déclaré.

L'Envoyé spécial a salué la vision et la posture du Médiateur désigné, qu'il considère comme un levier crédible pour aborder non seulement les symptômes de la crise, mais aussi ses racines pro-

dience de ce jour en est un nouvel exemple, illustrant l'engagement du Médiateur à rassembler les parties prenantes et les partenaires stratégiques autour d'une feuille de route commune.

Pour l'ONU, l'appui à cette initiative continentale est un devoir. « Les Nations unies sont très claires. Nous sommes là pour accompagner, appuyer la médiation de l'Union africaine. Et nous ne ménagerons aucun effort pour renforcer cette médiation incarnée par le Président du Conseil. Toutes les autres dynamiques doivent converger vers cette médiation centrale », a insisté M. Huang Xia.

À travers ces consultations régulières et cette dynamique diplomatique soutenue, le Président du Conseil Faure Gnassingbé s'impose comme un artisan de paix, engagé à restaurer la stabilité en Afrique centrale et orientale. La décision prise par l'UA en avril dernier trouve aujourd'hui toute sa pertinence dans la reconnaissance internationale de son leadership discret, mais décisif.

LM

AU TOGO 30 NOUVEAUX COLLÈGES VONT RENFORCER L'ÉDUCATION DÈS LA RENTRÉE 2025-2026

Le paysage éducatif togolais s'apprête à connaître une transformation majeure. À l'occasion de la rentrée scolaire 2025-2026, 30 nouveaux Collèges d'Enseignement Général (CEG) ouvriront leurs portes à travers tout le pays. Cette initiative, portée par le ministère des Enseignements primaire et secondaire, marque une nouvelle étape dans la politique d'élargissement de l'accès à l'éducation, en particulier dans les zones rurales et périurbaines longtemps défavorisées.

Face à la croissance démogra-

phique et à la saturation des infrastructures scolaires existantes, le ministre Dodzi Korokoko a souligné l'urgence de cette mesure : « Il s'agit de répondre à la demande croissante en places scolaires et de créer les conditions d'un apprentissage digne et équitable pour tous les enfants du Togo. »

Les 30 nouveaux collèges seront répartis de manière stratégique dans les sept Directions régionales de l'éducation (DRE), afin de garantir un meilleur maillage territorial. Le Grand Lomé comptera 4 nouveaux établis-

sements, la région des Savanes en accueillera 2, tandis que la Centrale bénéficiera de 5 CEG. Les Plateaux Est et Ouest cumuleront à eux seuls 10 nouveaux collèges, permettant de désenclaver plusieurs localités peu dotées jusque-là. Parmi les communes concernées figurent des noms encore peu familiers du grand public, comme Toklolo, Chymé ou Barkossi, qui verront enfin



l'implantation d'infrastructures scolaires modernes. L'initiative ne se limite pas à

la construction des bâtiments. Le projet prévoit également l'affectation de plusieurs centaines d'enseignants qualifiés et la dotation en ressources pédagogiques pour assurer un démarrage opérationnel dès le mois de septembre. Une démarche complète, orientée vers une éducation inclusive, équitable et de qualité.

Avec cette extension significative de l'offre scolaire, le Togo confirme son ambition d'investir dans le capital humain, pierre angulaire de son développement.

Forum Afrique-Caraïbes 2025

KOVI ADANBOUNOU, VISAGE TOGOLAIS D'UNE COOPÉRATION TRANSATLANTIQUE AMBITIEUSE

Suite de la page 2

ritoriales deviennent des acteurs majeurs de la diplomatie économique, en complément de l'action gouvernementale.

Ce positionnement lui permet de promouvoir les potentialités spécifiques des communes togolaises dans des domaines aussi variés que l'agro-industrie, le tourisme, les trans-

ports ou les industries culturelles et créatives. Il s'agit d'ouvrir les portes d'un financement international ciblé, mais aussi d'intégrer les territoires togolais dans les chaînes de valeur mondiales en pleine redéfinition.

Sous le thème « Résilience et transformation : renforcer la coopération économique Afrique-Caraïbes dans un contexte d'incertitude mon-

diale », l'ACTIF2025 rassemble près de 1 000 décideurs, chefs d'État, entrepreneurs et membres influents de la diaspora. Le forum pose les jalons d'une Chambre du Commerce, de l'Industrie, des Transports et du Tourisme Afro-Caraïbéenne, appelée à jouer un rôle pivot dans le développement des échanges commerciaux, des flux touristiques et des investissements entre les continents.

À l'horizon 2028, l'objectif est clair : atteindre 1,8 milliard de dollars d'échanges entre les deux régions. Et c'est par des formats concrets – rencontres B2B, panels sectoriels, vitrines d'investissements – que ce cap entend être franchi.

Par sa participation active, Kovi Adanbounou incarne ce nouveau visage du leadership local africain, tourné vers l'international, mais enraciné dans les besoins des territoires. À travers ACTIF2025, il confirme que la coopération

transatlantique n'est plus un luxe diplomatique, mais une nécessité opérationnelle, pour stimuler la transformation économique et sociale des territoires togolais.

ACTIF n'est pas simplement un forum : c'est un instrument d'influence et d'action, où se construit une nouvelle architecture du commerce international à visage humain — celle où le Togo, par la voix de ses élus locaux, entend pleinement jouer sa partition.

Bouraima

Le Messenger

Togo – Municipales 2025

LA COUR SUPRÊME CLÔT LE PROCESSUS, UNIR CONFIRME SA SUPRÉMATIE

La Cour suprême du Togo a proclamé hier mercredi 6 août 2025, lors d'une audience solennelle à Lomé, les résultats définitifs des élections municipales tenues le 17 juillet dernier. À l'issue d'un processus électoral globalement apaisé et salué pour sa transparence, le parti au pouvoir, Union pour la République (UNIR), s'impose largement avec 1 150 conseillers municipaux élus sur les 1 527 sièges en jeu.

Derrière la majorité présidentielle, l'Alliance nationale pour le Changement (ANC) obtient 51 sièges, suivie de l'Union des Forces de Changement (UFC) avec 41 élus, puis de l'Alliance des Démocrates pour le Développement Intégral (ADDI) qui totalise 34 sièges. Le regroupement indépendant TOVIA décroche 24 sièges, tandis que le Mouvement patriotique pour la

démocratie et le développement (MPDD) s'adjuge 21 conseillers. Le reste, soit 206 sièges, est réparti entre divers partis et candidats indépendants.

Au-delà des chiffres, ces élections municipales de 2025 resteront marquées par un fait majeur : le calme exemplaire et la maturité politique dont ont fait preuve les électeurs, les partis en lice, ainsi que l'ensemble des acteurs impliqués. De la campagne électorale à la proclamation des résultats définitifs, en passant par le jour du scrutin, aucun incident majeur n'a été enregistré, témoignant d'un climat démocratique en net progrès au Togo. Ce climat serein a permis aux populations, dans toutes les communes du pays, de s'exprimer librement à travers les urnes. Un signal fort pour la consolidation de la décentralisation et de la gouver-



nance de proximité.

Dans le cadre du contentieux électoral, 27 recours avaient été introduits auprès de la Chambre administrative de la Cour suprême par des partis politiques, regroupements ou candidats indépendants. Après instruction, la haute juridiction les a déclarés irrecevables ou rejetés, estimant que les irrégularités invo-

quées n'étaient pas de nature à entacher la sincérité ni la légitimité du scrutin.

Cette décision vient ainsi conforter l'intégrité du processus électoral, validant sans réserve les résultats provisoires déjà publiés par la CENI quelques jours après le vote.

Avec la proclamation définitive de ces résultats, le cycle

électoral municipal est désormais clos, ouvrant la voie à l'installation des 117 nouveaux conseils municipaux à travers le pays. Les élus entament un mandat de six ans, au cours duquel ils seront appelés à impulser le développement local, renforcer les services de base et rapprocher davantage l'administration des citoyens.

Le scrutin du 17 juillet 2025 restera donc un tournant symbolique dans le renforcement de la démocratie togolaise, démontrant que le pays, malgré les défis, est capable de conduire des élections locales inclusives, pacifiques et respectées de tous.

Les Togolais, dans leur ensemble, peuvent être salués pour leur sens de la responsabilité et leur attachement au dialogue démocratique.

TB

Gabon – Ntoun-Cocobeach

QUAND MAHAMADOU BONKOUNGOU MISE SUR L'HUMAIN POUR BÂTIR L'AVENIR

En se rendant sans préavis sur le chantier de la route Ntoun-Cocobeach dans la journée de mercredi 30 juillet 2025, Mahamadou Bonkougou, Président-Directeur Général du Groupe EBOMAF, a posé un acte fort, au-delà

gnité humaine.

« Sacrifions-nous ensemble pour accélérer le travail », a-t-il lancé avec conviction, rappelant que les projets d'infrastructure, aussi ambitieux soient-ils, n'existent que par l'engagement de ceux qui les portent. Les propos du PDG ont trouvé

sabilité sociale un axe prioritaire. Le PDG l'a d'ailleurs souligné : transparence sur les salaires, sécurité accrue, amélioration des conditions de vie des équipes, autant d'engagements que le groupe entend respecter scrupuleusement. Et pour joindre l'acte à la parole, il a ordonné un bonus exceptionnel de 20 000 FCFA à tous les employés présents ce jour-là, un geste perçu comme un puissant levier de reconnaissance.

Mais la visite n'a pas été que célébration. Mahamadou Bonkougou a tenu un discours de vérité. Il a fustigé l'absentéisme récurrent après les paiements et dénoncé la présence de conducteurs peu qualifiés. Un appel ferme a été lancé pour un recrutement local, mais exigeant, fondé sur les compétences. Pour lui, la sécurité et la performance sont des priorités non négociables.

Longue de 48 kilomètres, la route Ntoun-Cocobeach n'est pas qu'un chantier de plus : c'est une infrastructure stratégique pour désenclaver les localités rurales de l'Estuaire et renforcer les



échanges économiques entre Libreville et la côte atlantique. Si le projet a pris du retard, son ambition reste intacte. Le patron d'EBOMAF l'a affirmé sans détour : l'ouvrage sera livré d'ici fin 2026. Et derrière chaque mètre construit, ce sont 850 emplois locaux mobilisés, autant de familles impliquées, et une dynamique socio-économique en mouvement.

Sur le terrain, les réactions n'ont pas tardé. Conducteurs, maçons, responsables de site... tous saluent un moment rare où le dirigeant vient à leur rencontre, les regarde dans les yeux, écoute leurs doléances, et

les encourage. « Voir notre patron ici, c'est une marque de respect. Ça motive à redoubler d'efforts », confie un ouvrier, visiblement touché par l'attention.

À travers cette initiative, Mahamadou Bonkougou démontre qu'il est possible de concilier la rigueur du chantier et l'humanité du management. La route Ntoun-Cocobeach, lorsqu'elle sera achevée, portera bien plus qu'un bitume neuf : elle portera l'empreinte d'un dialogue social incarné, d'une ambition partagée, et d'un leadership où l'humain est au cœur du développement.

Bouraima



des symboles. Sa présence au PK10, à la base vie du projet, n'était pas une simple inspection technique, mais un geste sincère de proximité, dans un moment clé : celui du paiement des salaires. Cette visite surprise a donné lieu à des échanges directs avec les ouvriers, à l'écoute des réalités du terrain et à des décisions qui soulignent une volonté de conjuguer efficacité technique et respect de la di-

un écho particulier dans ce contexte de chantier exigeant, où la pression des délais se conjugue aux aléas climatiques et logistiques. Il a insisté : « Un projet ne se résume pas à des chiffres ou des délais. Ce sont les hommes et les femmes sur le terrain qui en font la réussite. »

Cette démarche humaine s'inscrit dans une stratégie plus large du groupe EBOMAF, qui fait de la respon-

Transhumance au Togo

UN NUMÉRO VERT MIS EN SERVICE POUR RENFORCER LA GESTION ET LA SÉCURITÉ

Dans le souci d'optimiser la gestion des mouvements de transhumance et de garantir une meilleure assistance aux communautés agropastorales, le gouvernement togolais vient de franchir un nouveau cap. À travers un communiqué officiel, le Ministre d'État, Ministre des Ressources halieutiques, animales et de la Réglementation de la Transhumance, le Général (2S) Damehame Yark, a annoncé la mise en service d'un numéro vert gratuit : 8424.

Ce numéro, accessible gratuitement 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, via un centre d'appels opérationnel, est destiné à faciliter le signalement rapide des incidents liés à la transhumance, mais aussi à diffuser des informations utiles, assurer l'orientation et renforcer l'assistance à la population. Le dispositif est fonctionnel sur l'ensemble des réseaux mobiles du pays, notamment Togo-com et Moov Africa.

L'objectif de cette initiative est clair : offrir un outil de communication simple, accessible et efficace pour accompagner la transhumance de manière pacifique et réglementée à travers le territoire togolais. Ce mécanisme s'inscrit dans une vision de gestion concertée des flux pastoraux, afin d'éviter les tensions souvent observées entre éleveurs et agriculteurs.

Dans le communiqué, le ministre d'État appelle les populations à un usage responsable de ce canal, dans un esprit de civisme, de paix et de solidarité. Il compte sur l'implication de l'ensemble des parties prenantes – autorités locales, acteurs communautaires, éleveurs, agriculteurs, forces de sécurité – pour faire de ce dispositif un levier de cohésion sociale et un vecteur de développement durable au profit des communautés agropastorales.

Enfin, le Général Yark a exprimé sa reconnaissance à la population pour sa compréhension et son adhésion à cette initiative gouvernementale, porteuse d'espoir pour une gestion plus humaine et efficace de la transhumance au Togo.

PHARMACIES DE GARDE PÉRIODE DU 28 JUILLET AU 04 AU 11 AOÛT 2025

ABRAHAM Agoè Lohopé Kossigan 22 50 10 00	22 25 01 25	96 80 09 45
ADONAI Face motel plantation, entre commissariat d'agoè et FIL O Parc, 03 BP31008 22 50 04 05	DELALI Face CMS de cacaveli, 04 BP 225 93 64 53 72	LA NOUVELLE TULIPE Rte de Mission-Tové, près de la Station CAP Agoè-légbassito 99 47 00 70
ADOUNI Vakposito logogome, carrefour AISED 70 39 39 39	DIVINA GRACIA Agoè fiovi, rond point Cool Catche 93 83 91 00	LAUS DEO Route de Léo 2000, face clinique Bethesda, Adidoadin, 05 BP 21 22 25 15 05
ALTA Agoè Anonkui Route Mission Tové en face du Centre Culturel Loyola 22259447	DODJI Ségbé Akato, Immeuble Akato Plage non loin de l'église Catholique d'Akato 70291677	LE ROCHER Agoè Zongo, sur la nationale N°1, près du terrain de jeu de Golf 92 30 06 56
AMEN Marché Adétikopé, près de l'Eglise Catholique Christ-Roi 90 88 55 88	DU 3e ARRONDISSEMENT 219, boulevard du 13 Janvier, BP 2847 22 21 52 27	LUMEN Avenue de la victoire, tokoin Casablanca, 01 BP 29 23 38 68 36
APOTHEKA 5122, bd jean Paul II, face siège fédération togolaise de Football kégué, BP 31124 22 61 57 57	DU POINT E 506, rue 129, Aflao Gakli, djidjolé, 08 BP 8589 22 51 91 71	L'AMITIE 72, avenue des hydrocarbures, entre soted et togogaz ; tokoin, BP 8648 22 21 74 47
AVE MARIA Carrefour CHU Tokoin face station-service BP 80283 22 22 33 01	EL-SALI Rte Lomé-Kpalimé, Aflao Apédokè Gbomamé, à 50 m de la quincaille-rue MACO 70 12 44 44	MAELYS 10620, boulevard Malfakassa, en face de NETADI, Bè Kpota, BP 604 22 27 60 19
BAH 2283, Bd. Du Zio, face EPP, Hédzranawoè, BP 20519 22 26 03 20	EPIPHANIA Rue Lapampa, carrefour Agbénadon, Adidogomé, 04 BP 30446 70 40 10 52	MAINA Marché Agoè-Assiyéyé 70 43 65 34
BESDA Adidogomé Aménopé, Route de Kpalimé 22 51 05 29	GANFAT Agoè Daliko près du Carf EDEM (Camp GP) 22 55 08 15	NABINE Site à Agoè Anomé, dit plateau (Route Bar le Plateau) 93 36 26 26
BON PASTEUR 38, rue de la libération, BP 2266 91 43 44 84	GBOSSIME 405, Bd. De la Kara, Gbossime, BP 80859 22 22 50 50	NATION Totsi en face de l'agence ECOBANK 22 25 99 65
CHRIST ROI Raffinerie vers le petit marché, kagomé, BP 1409 22 27 46 66	GRATITUDE Grand contournement non loin du carrefour avinato à 100m de la clinique OASIS 92 18 94 85	OCEANE Rue houllata perpendiculaire à la rue de l'Ocam, souza nétimé, BP 9214 22 22 62 77
CITRUS ATTIEGOU CARREFOUR DVA SUR LE CONTOURNEMENT LOME 70 44 59 24	HELENE Aveta face au marché d'Aveta 96981414 PHARMACIE HYGEA Derrière Lycée de Baguida 99 27 36 36	TCHEPSON Face terminal du Sahel, Agoè zongo 96 90 04 64
CONSEIL Carrefour du CEG Sagbado Logoté 93 10 92 92	IRIS Amadahomé, Imm. Havon, non loin de la station de service CAP, Rue 50 m à côté de Casses Auto 91684804	VERSEAU Rte d'Aného, à côté de Maison Bateau, Baguida, BP 60660 90 01 90 29
CRISTAL BD. F. Boigny, face EPP Bè aklassou, 05 BP 216 22 20 90 91	ISIS 835, boulevard Jean Paul II, fore- ver, BP 80121 www.pharmacieisis.com 22 26 90 91	VERTE Avenue du RPT Bè Klikamé, BP 81297 22 25 03 26
DAFEANNE Agoè-Sogbossito, Route reliant le contournement au Camp GP, à 3ààm de l'espace de loisir privilège plus 70776942	LA FRATERNITE 72, boulevard du Haho, près de clinique st Joseph, BP 80326 22 26 81 55	VITAFLORE Baguida, BP 80531 22 27 06 36
DE KODJOVIAKOPE 1112, avenue de duisburg, kodjoviakopé, BP 3697 22 21 89 00	LA MAIN DE DIEU Agoè nouveau marché, vers le camp de police 22 52 77 55	YEM-BLA Rue 258, avenue Akwei, face Résidence du Benin, Tokoin-Tamé, Wuiti, BP 20633 22 26 76 51
DE LA CITE Bd ; du 30 Août cité n'danida BP 8461	LA MISERICORDE 52, Boulevard, de l'Oti, Bè-kpota, BP 8223	ZOPOMAHE Zopomahe, sur la route Zossimé - Zanguera à côté de la salle des témoins de Jehovah 96283410

RDS souhaite une Prompte guérison aux patients.



**Soyez vigilants,
ne vous faites
pas avoir !**

Pour toutes les ventes aux enchères en cours à l'OTR, **il est interdit :**

- de s'inscrire via whatsApp,
- de payer de frais via mobile money (Yas ou Moov money)

8201 POUR TOUTES
INFORMATIONS

OTR Togolais des Reventes - OTR

REVENIR POUR SAVOIR
www.otr.tg

**Pour
vos
annonces et
publicités,
contactez-
nous au
90 26 15 54**

**Le Messenger, Votre journal
préfééré dans les kiosques
tous les mercredis**

Récépissé N° 259 / 21/ 12 / 04 / HAAC
Maison de la presse, casier N° 61

Directeur de Publication

Tchaboré Bouraïma

Contact: 90 04 71 59

E-mail: tchaboremessenger@yahoo.fr

Affaire Kpétso

CE QUE DISENT LES CONCLUSIONS DU RAPPORT

L'origine de l'intoxication alimentaire survenue récemment à Kpétso, dans la préfecture du Bas-Mono, est désormais connue. D'après les conclusions d'un rapport signé par la directrice de l'Institut National d'Hygiène (INH), Dr Wembo Afiwa Halatoko, l'aliment en cause, un bouillon de sang de bœuf vendu au marché de Kpalogo dans la nuit du dimanche 27 juillet 2025, est à l'origine d'une toxoinfection alimentaire polypathogène, provoquée par la présence simultanée de plusieurs bactéries.

Les faits remontent au lendemain de cette vente nocturne : dès le matin du lundi 28 juillet, plusieurs dizaines de cas de troubles digestifs graves ont été signalés, déclenchant une vive panique dans la localité. Les symptômes rapportés par les patients comprenaient des diarrhées aiguës (parfois sanglantes), des douleurs abdominales sévères, des vomissements, une asthénie

marquée ainsi que de la fièvre.

Une contamination massive révélée par les analyses

Saisie par les autorités sanitaires, l'INH a procédé à des analyses microbiologiques sur des échantillons du bouillon suspect, des selles de patients et d'un échantillon d'eau de puits prélevé dans un ménage de la localité. Les résultats, issus des laboratoires de microbiologie alimentaire et de bactériologie médicale, révèlent une contamination importante et multiple, indiquant un manque d'hygiène flagrant lors de la préparation ou de la commercialisation du produit.

Les agents pathogènes identifiés dans le bouillon de sang sont notamment :

- Escherichia coli
- Clostridium perfringens
- Bacillus spp

Les mêmes germes ont été isolés dans les selles de patients examinées, confirmant une toxoinfection

alimentaire d'origine bactérienne multiple. L'eau du puits analysée a également

révélé la présence de E. coli et de Clostridium perfringens, renforçant l'hypothèse d'une contamination environnementale.



révélé la présence de E. coli et de Clostridium perfringens, renforçant l'hypothèse d'une contamination environnementale.

Des mécanismes mixtes en cause

Selon les conclusions de la directrice de l'INH, « les

selles reçus ont permis d'isoler concomitamment Escherichia coli, Bacillus spp et Clostridium spp aussi bien dans l'aliment que dans les selles, confirmant une toxoinfection alimentaire polypathogène. Il s'agit probablement de mécanismes mixtes, c'est-à-dire

examens microbiologiques conjoints de l'aliment suspecté et de l'échantillon des

Des analyses complémentaires en cours

Une partie des échantillons du bouillon de sang suspecté a été transférée à l'Université de Lomé pour des analyses toxicologiques. D'autres analyses métagénomiques sont également en cours au laboratoire de biologie moléculaire de l'INH, afin d'apporter davantage de précisions sur les agents pathogènes en cause.

Deux décès déplorés

Malheureusement, cet épisode d'intoxication alimentaire a déjà coûté la vie à deux personnes, selon les premières informations recueillies sur le terrain. Les autorités sanitaires appellent à la vigilance et rappellent l'importance des bonnes pratiques d'hygiène dans la manipulation et la commercialisation des produits alimentaires.

La rédaction

BOA-TOGO

UN APPUI FINANCIER SUR MESURE POUR LES PME GRÂCE À L'AVANCE SUR STOCK

BANK OF AFRICA – TOGO (BOA-TOGO) renforce son soutien au secteur privé togolais en mettant à disposition des petites et moyennes entreprises (PME/PMI) une solution de financement adaptée à leurs besoins de trésorerie : l'Avance sur Stock. Dans un contexte économique où la gestion de trésorerie constitue un enjeu majeur pour les entreprises, notamment celles qui investissent massivement dans les stocks de marchandises, la banque propose une réponse concrète. Ce crédit à court terme permet aux entreprises disposant de stocks de matières premières ou de produits finis de bénéficier d'un financement allant jusqu'à 80 % de la valeur de leur stock.

Un levier stratégique pour la continuité de l'activité

L'Avance sur Stock s'adresse principalement aux :

- Commerçants de quincaillerie, pièces de rechange ou produits phytosanitaires ;
 - Producteurs de biens manufacturés ;
 - Importateurs de petite et moyenne taille ;
 - Et plus largement, à toute entreprise disposant d'un stock mobilisable.
- Ce financement vise à maintenir les activités en période de tension de trésorerie, à assurer la continuité des approvisionnements, et à saisir rapidement les opportunités commerciales, notamment dans les secteurs soumis à une forte saisonnalité.

Une solution flexible et avantageuse

Parmi les principaux atouts de l'Avance sur Stock, BOA-TOGO met en avant :

- Une souplesse de financement rapide et adaptée ;
- La préservation de la trésorerie des entreprises ;
- Une meilleure autonomie financière face aux fluctua-

- tions du marché ;
- La réduction des coûts liés au stockage ;
- Et un soutien concret face aux pics d'activité saisonniers.

Une démarche d'accompagnement durable

Avec cette initiative, BOA-TOGO affirme sa volonté d'être un partenaire durable du développement économique national. « Nous croyons en l'énergie et en la résilience des entrepreneurs togolais. L'Avance sur Stock reflète notre engagement à leurs côtés, à travers des solutions innovantes et accessibles », souligne la banque.

Les entreprises intéressées peuvent se rendre dans l'une des agences BOA-TOGO pour en savoir plus ou souscrire au produit. Des conseillers spécialisés y sont disponibles pour accompagner les porteurs de projets et les chefs d'entreprise dans leurs démarches.

Textile au Togo

UNE CROISSANCE MARQUÉE DE PLUS DE 30 % DES EXPORTATIONS EN 2023

Le secteur textile togolais a connu une performance remarquable en 2023. Selon les données publiées par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et relayées par Togo First, les exportations de produits textiles et d'articles d'habillement ont généré 31,8 milliards FCFA, soit une hausse de 30,7 % par rapport aux 24,34 milliards FCFA enregistrés l'année précédente.

Les marchés de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), notamment le Sénégal, la

Côte d'Ivoire et le Mali, constituent les principales destinations de ces produits. Cette dynamique a été renforcée par les premières exportations vers les États-Unis à la fin de l'année 2023, réalisées via le Garment Training Center (GTC) pour une valeur estimée à 343 millions FCFA.

La relance de l'ancienne usine TOGOTEX en octobre 2023, sous la nouvelle marque Benart Afrique, a également contribué à cette croissance. Installée à Datcha, cette unité spécialisée dans la fabrication d'uni-



formes militaires a produit plus de 30 000 uniformes et dépassé les 60 000 articles textiles, selon un bilan dressé en avril 2025. Ce redémarrage industriel a été rendu possible grâce à un investissement de 6 milliards FCFA. Ces avancées confortent la stratégie des autorités togolaises qui misent sur le textile comme levier de création

de valeur ajoutée et d'emplois. Les perspectives s'annoncent encore plus prometteuses avec l'entrée en production, en juin 2025, de l'usine STAR Garments Togo, propriété du groupe américain Komar, et le lancement attendu des activités de Africa Textile Management Services (ATMS). Ce dernier projet, implanté au sein de la

Plateforme industrielle d'Adetikopé (PIA), bénéficie d'un investissement massif de 57 milliards FCFA.

Le Togo semble ainsi amorcer une véritable renaissance textile, portée par des investissements structurants, une stratégie industrielle claire et une ambition tournée vers les marchés régionaux et internationaux.

Togo

L'INAM ET LA CNSS INTENSIFIENT LA MARCHÉ VERS LA COUVERTURE SANITAIRE UNIVERSELLE

Le Togo poursuit résolument son ambition de garantir à tous ses citoyens un accès équitable et digne aux soins de santé. Une avancée majeure s'opère actuellement dans le pays avec la mise en œuvre progressive de la couverture sanitaire universelle, appuyée par une série de réformes profondes portées par l'État et ses partenaires techniques.

Depuis l'adoption en 2021 de la loi instituant l'Assurance Maladie Universelle (AMU), le pays s'est engagé sur une trajectoire ambitieuse visant à couvrir, à moyen terme, plus de 90 % de la population. Ce virage structurel, porté notamment par l'Institut national d'assurance maladie (INAM) et la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), a déjà permis à environ 2,4 millions de Togolais de bénéficier d'une forme de couverture santé début 2024. Un chiffre qui représente près d'un tiers de la population nationale.

Le digital au service de la santé

L'un des derniers jalons fran-

chis dans ce vaste chantier est la digitalisation du conventionnement des prestataires de soins. Fin juin 2025, l'INAM et la CNSS ont lancé la plateforme numérique « e-conventionnement AMU », conçue pour simplifier et accélérer le processus d'adhésion des structures sanitaires au réseau national d'assurance maladie.

Ce nouvel outil numérique est ouvert aux centres de santé, pharmacies, cliniques, lunetteries, et autres prestataires. Il permet non seulement de réduire les délais de traitement des demandes, mais aussi de renforcer l'efficacité administrative globale du système. À ce jour, plus de 12 000 cartes de bénéficiaires ont été émises, selon les données du premier trimestre 2025, illustrant les résultats concrets de cette dynamique.

Cibler les plus vulnérables

Fidèle à une logique inclusive, le projet de couverture sanitaire universelle accorde une attention particulière aux groupes les plus vulnérables. Les femmes enceintes,



les enfants, les élèves du secteur public, les personnes âgées, les populations rurales et les travailleurs informels figurent parmi les principaux bénéficiaires des premières phases de déploiement.

Des programmes spécifiques comme « School AMU », qui couvre les soins de santé des élèves, illustrent cette volonté de bâtir un système juste, équitable et durable. Le gouvernement s'appuie pour cela sur deux piliers essentiels : des infrastructures

de santé accessibles, et un personnel médical qualifié et disponible.

Dans ce sens, des efforts notables sont consentis pour la construction et la réhabilitation de centres de santé, ainsi que pour le recrutement et la formation continue des professionnels de santé, indispensables à la réussite de cette réforme d'envergure.

Une réforme de fond qui se matérialise

Au Togo, la couverture sani-

taire universelle ne relève plus du rêve ou du discours. Elle prend corps dans des mesures concrètes, des investissements ciblés et des innovations technologiques adaptées aux réalités locales. L'engagement de l'INAM et de la CNSS, conjugué à la volonté politique affichée, permet aujourd'hui au pays d'écrire une nouvelle page de son histoire sociale : celle d'un accès à la santé pour tous, sans exclusion.





Chers usagers de la route,
Présenter les gros billets au poste de péage, crée l'embouteillage, les longues files d'attente, les heurts et la perte de temps.

Présenter aux guichets des péages la juste monnaie selon la catégorie de votre engin, est un acte civique et citoyen qui évite les longues files d'attente et fait gagner en temps.

Tous pour la fluidité du franchissement aux postes de péage.

Ceci est un message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)